

Les crédits

terrain avec les provinces et les municipalités. Il est à l'écoute des besoins divers de cette région.

Comme nous devenons de plus en plus dépendants de la nouvelle économie et des nouvelles techniques, le gouvernement du Canada est ainsi présent pour aider les nouvelles PME dans ces secteurs. Nous pouvons donc compter sur cet organisme.

Dans l'ouest du Canada, nous avons le ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest, autre service décentralisé du gouvernement canadien qui travaille sur le terrain, dans toutes les provinces, et essaie d'être très attentif aux besoins non seulement de la région, mais aussi de chaque province de la région.

En Ontario, nous avons le programme FEDNOR, qui répond fort bien aux besoins du nord de l'Ontario parce qu'il s'agit d'industries qui sont en difficulté à cause des distances d'expédition et du fait qu'elles ont commencé à se convertir. De nouvelles industries émergent parce que nos industries des ressources ne sont plus rentables. Cependant, le gouvernement fédéral est présent là-bas. Les députés fédéraux de la région travaillent avec les responsables du programme FEDNOR, les municipalités et la province de l'Ontario afin de répondre aux besoins du nord de l'Ontario.

Au Québec, il y a le Bureau fédéral de développement régional pour le Québec. Il y a des centaines d'exemples où le BFDR travaille d'une manière décentralisée dans toutes les régions du Québec pour garantir que les problèmes soulevés par le Bloc québécois aujourd'hui soient réglés.

• (1350)

Le problème, c'est que les députés du Bloc québécois refusent de dire à leurs électeurs que le gouvernement fédéral travaille sur place dans leur région, qu'il envoie des gens travailler au Québec d'une manière très décentralisée avec seulement des lignes directrices du gouvernement national à Ottawa. Le fait est que les députés du Bloc ne reconnaîtront pas l'existence de ces outils décentralisés parce qu'ils ne s'intéressent pas à l'édification du Canada. Ils veulent au contraire le détruire.

Ce qui m'inquiète à propos des députés du Bloc québécois, c'est qu'ils savent qu'en parlant ainsi de séparation ils sont en train de déstabiliser l'économie du Canada, ce qui a pour effet de faire monter les taux d'intérêt. Les frais pour le trésor national ne se limitent pas, loin de là, aux cas de double emploi que les bloquistes ont invoqués ici aujourd'hui.

J'admets volontiers que notre système n'est pas parfait. Pas seulement au Québec mais aussi un peu partout au Canada, les exemples abondent qui prouvent qu'il y a peut-être eu ici gaspillage et là double emploi. Ce n'est pas une raison pour quitter le Canada. Ce n'est pas une raison qui me porte à dire: «Je veux me séparer du Canada.» S'ils veulent vraiment redonner du travail à leurs électeurs, comme nous cherchons à le faire dans toutes les

autres régions du pays, les bloquistes devraient cesser de faire toujours allusion à «notre chez nous».

Soyons réalistes. Ce qui est en jeu ici, c'est la vie de millions de personnes. Soit dit en passant, il ne s'agit plus que des habitants du Québec. Ce qui nous occupe, c'est la vie et les emplois des Canadiens d'un bout à l'autre du pays. Cette attitude séparatiste, anti-Canada, est malavisée.

Ils rient. C'est un député fédéral qui a servi pendant dix ans au sein de l'administration Mulroney, ancien adepte de Mulroney lui-même, et qui siège maintenant avec les bloquistes. Leur chef, autre ancien adepte de Mulroney, est un bel exemple!

Des voix: C'est honteux!

M. Mills (Broadview—Greenwood): Monsieur le Président, c'est un jour très triste pour notre pays. Ces gens siègent dans cette enceinte non pas pour bâtir notre pays, ni pour améliorer ce qui doit l'être, ni pour s'occuper du sort des chômeurs de leurs circonscriptions. Or, ils le savent, car ce ne sont pas des idiots—les idiots ne se font pas élire ici—, cette manoeuvre de déstabilisation à laquelle ils se livrent actuellement détruit des emplois dans tout le pays. Ils sont en train de déstabiliser notre économie.

Sur le chapitre du développement régional et économique, il n'y a pas une province canadienne qui ait reçu autant du trésor national que le Québec.

M. Plamondon: C'est notre argent.

M. Mills (Broadview—Greenwood): Ce n'est pas votre argent.

Une voix: C'est de l'argent canadien.

M. Mills (Broadview—Greenwood): Monsieur le Président, le Bloc québécois n'a que ces mots à la bouche: «C'est notre argent.» Mais ce n'est pas vrai. En vertu des droits à la péréquation, en janvier dernier, le ministre de Finances a annoncé que le Québec allait encore recevoir un montant de 70 milliards de dollars de l'Ontario, de la Colombie-Britannique et de l'Alberta. Ce sont 60 milliards de dollars qui ont ainsi été affectés au cours des cinq dernières années.

• (1355)

Ce que ces députés ne disent pas à leurs électeurs, c'est que, entre les cinq dernières années et les cinq prochaines années, le Québec aura reçu de la Colombie-Britannique, de l'Alberta et de l'Ontario 110 milliards de dollars, soit près du tiers de la dette nationale, et que c'est en raison de son droit à la péréquation.

Nous n'avons rien contre parce que cela fait partie de nos responsabilités en vertu de la Constitution. Là où je ne suis pas d'accord, c'est que, bien que nous assumions les responsabilités qui sont les nôtres au sein de la Confédération, ces gens veulent venir au Parlement fédéral pour essayer de détruire le pays. Les Canadiens en ont assez du Bloc québécois. À mon avis, s'ils réfléchissent un peu à l'histoire de notre pays et s'ils s'interrogent sur l'attention et la part accordées à leur province, beau-